

MILANNGES RELIGIEUX,

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI.

Montreal, Mardi, 25 Avril 1848.

No. 65.

VIE DE JESUS-CHRIST

PAR LUDOLPHE LE CHARTREUX.

Ce livre est une traduction nouvelle et sagement abrégée de la grande vie latine du Christ, imprimée dès l'an 1474 et traduite en français dès 1490. Elle a rempli le moyen-âge et partagé le succès de la légende dorée. Son vrai titre est celui-ci: *Vie de Jésus-Christ ou Commentaires sur les Évangiles*. Ces derniers mots font connaître le caractère de l'ouvrage. En effet, collecteur des récits des apôtres plutôt que narrateur de la biographie du Rédempteur, Ludolphe le Chartreux prend d'abord un texte évangélique relatif à cette biographie, puis il l'entoure et le développe par des citations empruntées aux Pères et aux docteurs de l'Église. C'était la manière la plus simple, la plus sûre, la plus intéressante. On a par-là une riche synthèse de ce qu'ont pensé des siècles de grands esprits chrétiens.

Strauss a suivi la même marche, mais dans un esprit, dans un but tout contraire. Il a cité aussi les textes évangéliques, mais en les soumettant à cette néo-critique allemande qui, ne voulant jamais voir les choses comme elles sont, range tout et se range elle-même.

Cette nouvelle traduction de la grande vie du Christ est élégante et soignée. On ne la dirait pas, et cependant elle est d'une dame. Soit modeste, soit crainte de cet inique préjugé masculin qui semble s'attacher aux femmes instruites sachant écrire et douées du don de penser, la traductrice a cru devoir taire son nom. Elle a eu tort, car en faisant une bonne œuvre, elle a donné un bon exemple; elle a prouvé que, dans le monde, il est des femmes qui, sans faire les prédictions et les pédantes, savent être véridiques parfois et ne manquent point de connaissances.

La vie du Christ forme deux volumes de ce nouveau format Chartreux, imprimé avec art et en très-beaux caractères chez Paul Renouard. Il a été revu par l'éditeur, M. Benjamin Duprat, grand maître en typographie et bon connaisseur en littérature. Cependant nous pourrions lui signaler par-ci par-là des R reversés et des X hors ligne. C'est grave pour un amateur exact, attentif comme M. Benjamin Duprat. Avis donc pour une nouvelle édition.

C'est bien peu le temps, me dira-t-on, pour un livre de ce genre. Au contraire, c'est le temps. Un des membres les plus distingués du gouvernement provisoire et de la presse parisienne, M. Marrast, ne disait-il pas l'autre jour aux pasteurs de l'Église réformée que les semences de la liberté se trouvaient dans la Bible? M. Dupont de l'Éure n'avait-il pas dit quelques jours auparavant à M. l'Archevêque de Paris, que la religion et la liberté sont sœurs? M. de Lamennais lui-même n'en appelle-t-il pas sans cesse avec ses jeunes amis au Christ son Maître, dans son journal le *Peuple Constituant*? Camille Desmoulins en avait dit autant devant ses juges. M. Raspail enfin, dont la science est grande, dont le talent serait plus grand encore s'il était un peu moins âpre et moins acerbe contre les personnes, parla ainsi dans son *Ami du Peuple* du dimanche 12 mars:

« La terreur! contre qui? contre nous-mêmes donc, puis, que nous pensons tous de même. Le prêtre, qui rougissait en 93 de se dire assermenté, ne prête-t-il pas aujourd'hui, les deux mains sur le cœur, serment à la République? La république, dont le programme est dans l'Évangile au premier chapitre des actes des disciples du Christ! La république, qui seule peut réaliser le rêve de l'Apocalypse et ramener le règne de mille ans sur la terre, en reproduisant la fraternité admirable qui s'établit parmi les premiers disciples, au pied de la croix du Christ, le plus sublime républicain de ce monde! Qui a effacé cet âge d'or du christianisme, si ce n'est le royaume avec ses catégories de classes et d'ordres, de privilèges et d'impécunies? Le christianisme, c'est la liberté en Dieu; la monarchie, c'est l'esclavage du paganisme. Par la république, le christianisme a donc triomphé! »

Chacun jugera de son point de vue ces paroles remarquables, mais tout le monde avouera qu'il y a une distance énorme entre le langage du nouvel *Ami du Peuple* et les frénétiques aboiements du premier. En effet, qui conteste aujourd'hui à la République le droit d'être, et par conséquent contre qui pourrait-on être furieux?

Où, les semences de la liberté, et même ses principaux développements sont dans la Bible. Si avancés, si riches de réflexions, de matériaux et de modèles que soient les législateurs qui nous préparent une constitution, ils ne perdraient pas leur temps à relire les livres des Hébreux, et surtout le Deutéronome. Ils y verraient le chef électif et le fondateur de la République, Moïse, faire un acte d'un vrai républicain, en disant: Je deviens vieux, et je ne puis plus suffire au *tracas* de vos affaires: choisissez-vous des chefs, etc., etc. Ils verraient les nouveaux chefs ou les juges de la république d'Israël parler des rois avec plus d'amertume que n'en parlent les chefs de la république française, parce que les rois d'alors étaient plus méchants que ceux d'aujourd'hui.

Dans l'esprit du sabbat, et surtout de la septième année, dite année sainte, et du grand jubilé, ils verraient les attentions de Moïse pour l'esclave, ses précautions pour empêcher le petit d'être écrasé, dévoré par le grand. Tout y est combiné dans ce but. Ainsi tous les sept jours, toutes les sept semaines, tous les sept ans amenaient une pause, une sorte de trêve divine dans la fatigue du pauvre, qui travaille et qui souffre. Puis tous les cinquante ans c'était la grande joie, le jubilé; c'est-à-dire la réforme des abus, la libération de l'opprimé, l'affranchissement de l'esclave, en un mot une nouvelle création ou du moins une rédemption matérielle périodique, en attendant la grande rédemption spirituelle qui devait amener la rédemption politique et sociale.

Dieu veuille que nous en soyons enfin arrivés à! Je sais bien qu'on ne pourrait pas faire revivre toutes ses vieilles lois dont nous venons de parler: l'Évangile vaut mieux, et la politique a ses lois spéciales. Cependant il serait bon d'y penser, et de n'oublier point la sagesse antique, en jetant, ou élargissant les bases de la sagesse moderne.

Il serait bon aussi, si je ne me trompe, qu'au lieu de s'en égarer et de s'en éloigner, le prêtre se lançât, et le cœur plein

de charité, d'équité, dans ce nouveau mouvement des choses pour lui aplanir la voie, lui adoucir les pentes, l'aider et le régler en le dirigeant dans son cours. Ce n'est point la tempête est passée, elle a emporté sa proie: c'est la grande mer qui arrive, c'est la mer qui gonfle; mais le Christ et ses disciples, qui ont de la foi, savent marcher sur les flots. Qu'ils marchent donc avec leur peuple, et il marchera avec eux. Qu'ils le secondent dans la manifestation de ses besoins, de ses vœux légitimes, et ils verront que nulle pêche n'est plus abondante que dans les grandes eaux, dans les eaux agitées. Oui, qu'ils viennent donc et qu'ils jettent l'huile fraîche et sainte de la fraternité chrétienne, dans la fraternité politique; dans les rouages ardents de l'État. Loin de les repousser, l'État les appelle: qu'ils ne soient point sourds à ce cri.

On me pardonnera, je pense, de parler ainsi. Nul de ceux qui ont lu quelques-uns de mes ouvrages n'en sera étonné. Mon langage a toujours été le même; il me suffirait d'en appeler aux divers articles, et surtout à ceux que j'ai eu l'honneur de publier dans ce journal sur l'*Avenir de la papauté*. L'*Avenir* et les faits ne les ont point démentis. La religion dans la liberté politique et sociale; la liberté dans la religion: telle fut toujours ma pensée, parce que telle est mon âme entière. Je n'ai pas changé. Sans être anarchiste, j'ai toujours voulu le plus de liberté possible; sans avoir été envieux du riche, j'ai toujours eu plus de sympathie pour le pauvre; et si je m'avais aussi moi de me présenter aux suffrages du Morbihan, mon pays, je pourrais lui rappeler, sans parler de mes autres ouvrages, des articles publiés il y a six ans dans la *Vie* journal du lieu, et qui ne me semblent nullement en arrière de ce qu'il y a de possible et de sensé dans les idées actuelles. Seulement, si j'écrivais ces articles aujourd'hui, j'insisterais beaucoup plus sur les intérêts des champs. Les ouvriers des villes savent se faire entendre, et peut-être un peu trop: ils seront exaucés. Les laboureurs font moins de bruit: ils peuvent être oubliés s'ils s'oublient eux-mêmes, s'ils ne sont appuyés, s'ils ne sont défendus. Qu'ils se réunissent donc à leur tour, qu'ils fassent connaître leurs besoins et leurs vœux. Que les prêtres se réunissent et qu'ils fassent de même, que les marins se réunissent et qu'ils fassent de même, que les marchands se réunissent et qu'ils fassent de même, que tous ensemble ils se réunissent, se concertent pour choisir des représentants qui les connaissent, qui s'intéressent à leurs travaux, à leurs affaires, à leur sort; qu'au lieu de vouloir s'opposer au triomphe d'un ordre de choses que la Providence a permis, ils profitent de ses avantages; qu'au lieu des vengeances ils appellent enfin les bienfaits de la liberté sur les landes bretonnes.

Tels sont mes vœux pour mon pays. Puissent-ils être ceux de ses élus! Je n'ai nulle prétention; mais rien ne peut empêcher que la sollicitude de ma filiale pensée ne se tourne incessamment vers lui depuis les grands événements qui viennent d'avoir lieu. Les premiers mots que j'en écris, c'est à lui que je les adresse.

DANIELO.

L'UNION ET LA NATIONALITÉ.

Nous avons lu avec le plus grand étonnement dans la dernière feuille du journal *Avenir*, un article éditorial sous le titre ci-dessus qui nous semble de nature à produire les plus fâcheux résultats, si l'opinion publique n'est de suite éclairée sur ses tendances et si tous les bons citoyens ne se donnent la main pour empêcher ces pernicieux effets.

Dans un temps, où le pays entier est content et satisfait, où le gouvernement impérial exprime à ses colonies son intention bien arrêtée de leur rendre justice, de ne plus intervenir dans leurs affaires locales, enfin qu'elle leur accorde le gouvernement responsable dans toute sa plénitude; quand une ère nouvelle s'ouvre devant nous, que la confiance se rétablit, que le pouvoir est aux mains de la majorité du pays, que cette majorité est par la voix du parlement acceptée avec joie le nouvel ordre de choses et a témoigné sa détermination de mettre la main à l'œuvre, afin de le faire fonctionner utilement pour le bien général, de quel droit et au nom de qui l'*Avenir* vient-il jeter un cri de réprobation de tout ce qui se fait et de tout ce qui existe aujourd'hui? De quel droit et au nom de qui arbore-t-il le drapeau de l'agitation, du trouble et de la discorde? De quel droit et au nom de qui veut-on jeter la méfiance dans l'esprit public, le désordre et le mécontentement dans nos rangs?

L'*Avenir*, journal publié dans les intérêts de la jeunesse, rédigé par un comité de jeunes collaborateurs, prend sur lui de jeter un cri de guerre au milieu d'une profonde paix; prend sur lui de condamner sans rémission l'ordre de choses existant, les travaux longs et ardu, les sacrifices, le dévouement de ceux qui ont travaillé depuis dix ans pour la cause du pays, notre nationalité, nos institutions, notre religion, notre langue et nos lois. D'où vient donc cet étrange abus des mots, des idées, cette fatale aberration d'une pensée désorganisée, destructrice et méchante? Comment! vous osez nous dire que longtemps, l'attachement à notre nationalité a été comprimé, étouffé par l'intérêt public; que personne n'osait réclamer son nom, qu'elle était comme un obstacle avoué à l'obtention de droits politiques et que pendant près de dix ans nous avons vu son nom même oublié; mais c'est un infâme mensonge; c'est une indigne calomnie contre tous les efforts, tous les actes de nos hommes politiques, les ceux qui nous ont conduit à la magnifique position que nous occupons aujourd'hui? N'est-ce pas pour notre nationalité, pour nos institutions que nos chefs ont combattu depuis dix ans? Et si par suite d'événements malheureux dont vous parlez, ils ont dû suivre une politique calme, paisible, et modérée, est-ce parce que cette politique a été couronnée de succès, que vous osez aujourd'hui leur jeter l'injure et l'outrage à la face pour les récompenser de ce qu'ils ont fait pour nous? Où étiez-vous donc, quand dura toute cette époque de dix années, nos chefs actuels réclamaient au nom du pays sa part de droits politiques, protestaient contre l'envahissement de ces mêmes droits et luttaient courageusement pour la conservation de nos institutions, de notre langue et de tous nos intérêts nationaux? Est-ce que vous ne les avez pas entendus depuis l'Union, en chambre comme hors de la chambre, réclamer énergiquement contre les injustices dont nous étions les victimes et défendre pied à pied ce précieux héritage de nos ancêtres, qui est sorti de la lutte plus glorieux et plus grand qu'il ne fut jamais auparavant?

Et d'où venez-vous donc que vous ne les avez pas vus prendre, vis-à-vis d'un pouvoir injuste, corrompu et corrupteur, d'un gouverneur oubliant sa dignité et les devoirs de sa position jusqu'à descendre dans l'arène et mettre sa personnalité dans la lutte, cette attitude fière et ferme, qui a porté le dernier coup au règne de l'arbitraire en Canada? Était-ce oublier nos intérêts nationaux pour des intérêts individuels, ou encore comme vous dites avec une perfidie maligne préférer la fusion, la mort de cette nationalité, pour avoir le plaisir de revivre et de ressusciter dans une nationalité étrangère, que les chefs de notre parti ont résigné en 1843, qu'ils ont engagé une lutte acharnée avec lord Metcalfe et qu'ils ont si souvenement rejeté les offres qu'on leur fit dans le cabinet, de *revivre et de ressusciter*, parce que ces offres étaient indignes de notre nationalité et insuffisantes? Ce refus souvent répété avec de solennelles protestations, était-ce faire sacrifice de nos intérêts nationaux, s'en dépouiller, en faire abstraction, ou plutôt n'était-ce pas la plus éloquente manifestation de l'attachement de nos hommes politiques, pour ces mêmes intérêts? Dites-nous donc, messieurs de l'*Avenir*, qui pouvez tant sur les ruines du passé et sur des maux imaginaires, dites-nous donc à quelle époque de notre histoire, la nationalité franco-canadienne a été plus brillante, plus honorée, plus respectée, a occupé une position plus avantageuse que celle qu'elle occupe aujourd'hui? Était-elle, comme vous dites avec une outre-estime honteuse, un obstacle avoué à l'obtention de droits politiques? ou plutôt n'a-t-elle pas été, n'est-elle pas, grâce à l'habileté, au tact, à la fermeté, à la patience de ses représentants, si forte qu'elle a plus gagné en quelques années, qu'elle n'avait fait auparavant par un demi-siècle de combats?

Mais les écrivains de l'*Avenir* ont belle grâce de venir reprocher au parti libéral la ligne de politique suivie depuis l'Union; où étaient-ils donc ces hommes généreux, amis de leur pays et dévoués à leur nationalité, durant tout le temps que le Canada sembla saisi de cet engourdissement qui paralysait chez tous l'esprit public? Pourquoi donc, durant les mauvais jours, n'ont-ils pas osé rompre le silence malgré sa profondeur pour élever la voix et ramener le souvenir de cette nationalité en danger, en prêchant une doctrine qui tendait directement à sa conservation? Il y avait, dites-vous, des intérêts qui imposaient silence à un geste menaçant; l'*Avenir* veut parler sans doute de la position de MM. Viger et Papineau au pouvoir. Eh! bien ces intérêts, si vous les croyez hostiles à la nationalité, devaient-ils donc vous arrêter, vous empêcher de pousser l'héureux cri de réveil et de sauver la patrie? Est-ce que vos vœux généreux et dévoués n'ont pas bondi d'indignation durant les quatre dernières années, quand MM. Viger et Papineau, qui se disaient eux aussi des hommes généreux et dévoués, se fatiguaient à parer les inconvénients et les mauvaises conséquences de l'Union? Comment se fait-il donc que vous embouchiez la trompette contre cette Union, qui demandait notre mort nationale en échange de cette liberté constitutionnelle que nous avions si chèrement achetée avec elle, comment se fait-il que vous embouchiez la trompette seulement lorsque, au lieu de mourir, cette même nationalité renaît plus forte et plus vivace que jamais? N'était-ce pas lorsque l'Union nous causait des maux incalculables, pesait sur notre existence, qu'il fallait fulminer contre? N'était-ce pas lorsque nos chefs fulminaient contre qu'il fallait se joindre à eux? Non, les écrivains de l'*Avenir* nous disent bien candideusement la raison de leur long silence. Ils étaient séduits, amusés par les détails de l'administration Viger-Papineau, et avaient perdu longtemps de vue le but de l'Union. Pourtant l'*Aurore du Canada* était là avec ses colonnes, ouvertes à toutes les opinions indépendantes, pour dissiper les ténèbres du passé et éclairer l'avenir.

L'Union fut faite dans le but de nous perdre! Mais l'Union nous a sauvés, et c'est après une lutte longue et pénible, c'est après des efforts puissants et bien dirigés, après avoir conquis une position qui nous permet de parer les inconvénients et les mauvaises conséquences de l'Union, c'est après avoir obtenu les droits politiques pour lesquels nous combattons depuis cinquante ans que les hommes dévoués et généreux de l'*Avenir* élèvent la voix contre l'Union. Vraiment, nos lecteurs nous pardonneront d'insister autant sur les prétentions présomptueuses, intempestives et absurdes de jeunes gens qui peuvent vouloir le bien du pays, mais qui, emportés par la folle ardeur de l'âge, font de la politique sentimentale et tendent par leurs écrits à compromettre la meilleure cause du monde. Nous n'aurions pas plus répondu à cet article de nos jeunes confrères, que nous n'avons fait à quelques autres articles à notre adresse publiés dans l'*Avenir*, si cet article de samedi n'eût pas été une espèce de Manifeste, un nouveau programme politique adressé à nos compatriotes. Comme tel, nous le discutons franchement et consciencieusement. Nous vivons en des temps si extraordinaires, les révolutions se succèdent si rapidement par tout le monde que, sur réflexion, nous avons pensé qu'il se pourrait bien que les écrivains de l'*Avenir* auraient l'idée de révolutionner le Canada. Cela nous a expliqué l'héureux cri de réveil poussé à la fois par les hommes généreux et dévoués qui composent le comité de collaboration du sud journal. Après tout ce n'est pas une mauvaise idée, car dans ces grands bouleversements, témoin la révolution française, MM. les journalistes prennent une large part du gâteau. La nouvelle république canadienne pourrait choisir parmi les illustres collaborateurs de l'*Avenir*.

Mais nous dirons une chose aux hommes généreux et dévoués de l'*Avenir*. Le moment est ou ne peut plus mal choisi pour révolutionner le Canada. Nos idées et nos dispositions, convenons-en, ne sont pas à la guerre. Le peuple a été assez mal nourri de théories et par suite d'interminables batailles inutiles, avant l'Union, qu'aujourd'hui qu'il a le pouvoir en main (ce qu'il n'eût jamais alors, qu'il voit les hommes qu'il a choisis le représenter dans les conseils de la Souveraineté et de fait gouverner en son nom le pays, le peuple, disons-nous, trouvera fort mauvais et passablement originelle, étrange, fantastique, votre idée de vouloir renverser l'ordre de choses actuel pour le remplacer par la République unit et indivisible ou quelque chose de plus merveilleux encore.

En vérité, nous vous le disons, vous avez mal choisi l'heure et le moment pour arborer votre drapeau. Aussi au lieu

de flotter en plus gracieux au souffle populaire, au vent national, vous le verrez pendre comme une guenille le long du mât, comme un signe sensible d'un zèle outré, imprudent, téméraire. On ne vous dira pas même en pas-ant: honneur au courage malheureux; ce qu'on aurait dit certainement si vous eussiez fait une aussi virulente sortie contre l'Union par le passé, quand MM. Viger et Papineau vous imposaient silence d'un geste menaçant.

Aujourd'hui, tous les hommes bien pensants, la majorité parlementaire, le pays entier veut donner un *fair trial* au principe de la responsabilité. C'est convenu. Tout le monde est d'accord. Personne ne doit s'isoler le ceux qui sont au pouvoir; au contraire faut il leur donner un concours cordial et généreux. Vous avez lu sans doute le manifeste de M. Papineau aux électeurs du comté de St. Maurice, dans lequel il nous dit: "Toute division entre les libéraux de toute nuance doit être soigneusement évitée," et plus loin "Puisque la majorité des représentants veut encore essayer d'une combinaison qui a été si inefficace depuis quatre ans, (grâce à MM. Viger et Papineau, aurait dû ajouter l'orateur) réunissons-nous à cette majorité, que nul dissentiment ne trouble l'unité de leurs efforts." Vous n'avez peut-être pas remarqué cela, M. de l'*Avenir*, alors gardez-le en mémoire; ça vous guidera dans le chemin de l'honneur et de la victoire.

Mais dites-nous donc, jeunes et fongueux apôtres de la nationalité franco-canadienne, qu'est-ce que vous entendez par le principe d'action publique de cette nationalité? Est-ce que le principe actuellement en action, personnifié dans le conseil exécutif, dans la magistrature, enfin dans tous les ordres, protégé par le pouvoir exécutif et plus que jamais, à l'abri des injures, n'est-ce pas la chose? Serait-ce par hasard ce fameux principe d'action publique qui a poussé les Français à chasser de la France dernièrement tous les travailleurs anglais et d'origine étrangère? Si c'est un principe aussi avancé, aussi national que celui-là que vous voulez implanter dans le sol canadien et votre article a bien l'air d'y prétendre, vous perdrez votre temps et vos peines. Ce n'est pas après que notre parti a recruté ses rangs des hommes de toutes les origines, que nos amis les libéraux du Haut-Canada et ceux du Bas, qui sont d'origine étrangère, ont fait des efforts prodigieux pour remporter les élections, et que tous ensemble nous vous remportés la victoire la plus signalée, ce n'est pas maintenant que votre appel aux préjugés et aux passions nous le moindre écho dans le pays. Le peuple vous rira au nez et il aura raison.

Quand vous lui parlerez de cette faction ennemie qui nous opprime si longtemps, il vous répondra qu'il ne croit pas aux revenants; que, la faction étant morte, il n'y a pas de danger qu'elle revienne. Vous aurez beau vouloir évoquer son ombre, pour en faire un cauchemar à notre nationalité, il vous prendra en pitié comme des enfants mécontents. Le fait est que le peuple qui n'était rien avant l'Union, et qui se voit roi et maître aujourd'hui, ne nous paraît pas du tout inconséquent de vouloir se tenir à ce qu'il a. Il sait le proverbe: "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras." Il sait aussi, croyez-moi, la table du ciron et de l'os et vous aurez beau faire, il ne laissera pas l'os pour son ombre. Car vous devez savoir, MM. de l'*Avenir*, que le peuple se trompe rarement là-dessus. En vain lui dites-vous que, tout en insistant des maux causés par l'Union et de son effet inévitable, vous appuyerez un ministère libéral au pouvoir, il ne vous croira pas. Il vous méprisera, il vous vaudra, si vous entrez la marche politique de la majorité de ses représentants.

Réclamez-vous le privilège de l'indépendance de vos opinions, il vous citera avec son gros bon sens l'exemple vivant de MM. Viger et Papineau qui eux aussi réclamaient l'indépendance de leurs opinions et qui, pour avoir voulu pousser cette indépendance trop loin et à l'encontre de leurs compatriotes, se sont couverts de honte et d'ignominie. Il vous dira que vous devez vous taire eussiez-vous-même raison, si la majorité de vos compatriotes est d'opinion contraire à la vôtre.

MM. les écrivains de l'*Avenir* parlent au peuple de la révolution française et des éventualités, qui peuvent la suivre. Cela est bien bel et bon; mais le présent est bien quelque chose que le peuple estime, quand le présent surtout vous offre des garanties pour l'avenir. Nous parlerions que nos compatriotes, si admirateurs qu'ils soient de la Révolution Française, préfèrent le gouvernement responsable avec sa perspective au gouvernement provisoire de Paris avec l'horizon sombre et menaçant qu'il présente. Nos compatriotes ne profiteront pas aujourd'hui des événements qui se passent en Europe pour faire un bouleversement sans trop savoir ce qui viendra après. Ils ne voudront pas même agiter, quoi que vous leur disiez sottement que l'agitation peut se faire en dehors de la politique ministérielle. Ils ne sont pas si peu clairvoyants que de ne pas voir où tendent vos écrits et vos paroles imprudentes. Ils savent bien où vous voulez en venir. Ils savent enfin que vous voulez vous isoler, faire de la politique à votre compte, en dehors et contre la politique de la majorité. Si ce n'est pas la fatalité qui vous pousse dans la voie où s'engagent il y a quatre ans MM. Viger et Papineau, arrêtez-vous, car le même sort vous attend. Qui n'est pas pour nous est contre nous. Vous nous, si grands, si puissants qu'ils seraient, n'empêcheraient pas l'indignation publique de vous flétrir, la colère du peuple de se faire entendre. Tremblez de porter une main téméraire sur l'arche sainte de notre nationalité, vous qui prétendez vouloir la servir, en semant au milieu de nous les vents et les tempêtes. Encore une fois, de quel droit et au nom de qui parlez-vous? Ce n'est pas au nom du peuple et pour ses droits; le peuple veut rester uni et fort de cette union même. C'est donc au nom de votre illustre comité de collaboration, de vos savants correspondants, de tous ces hommes généreux amis de leur pays et dévoués à sa nationalité, que vous parlez? Mais est-ce la fatalité qui fait que la plupart de ces hommes généreux étaient des partisans ardents de MM. Viger et Papineau, aux jours néfastes de leur défection et se taisaient alors devant le geste menaçant de leurs maîtres.

Si, au lieu d'anticiper sur l'avenir, nos jeunes et ardents confrères, après plus mûre réflexion et avec plus de raison, voulaient faire prévaloir un principe de vie, un principe de salut; s'ils nous faisaient voir l'avantage que nous aurions